

ドイツ政府、デジタル・アジェンダを発表

ドイツ政府は8月20日、デジタル・アジェンダを発表した。情報セキュリティ確保と超高速ブロードバンド網の整備を柱とする内容になった。

米NSA（国家安全保障局）による通信監視スキャンダルにより、ドイツ政府は米国に対する不信感を募らせている。また、グーグルやアマゾン、アップルなどの米インターネット大手の支配にも不安を抱いており、ドイツの経済・産業上の優位が米国への依存により脅かされることを恐れている。これを踏まえて、デジタル・アジェンダには、情報セキュリティの向上に関する法律の制定が盛り込まれた。特に企業のレベルで、情報セキュリティの向上を図り、関連産業の振興を目指す内容となっている。これについて、デメジエール内相は、情報セキュリティ確保は近代的な愛国主義の一つの形だと主張、独・欧州企業に通信ネットワークの発展を委ねたいと言明。ガブリエル経済相は、情報セキュリティの確保は国の競争上の優位につながると強調。ドブリント運輸・デジタルインフラ相は、欧州連合（EU）は技術の発展や規格が米国において決定されることを受け入れてはならないと力説した。

一方、超高速ブロードバンド網の整備については、2018年までに通信速度50Mbpsのネットワークによる人口カバー率100%を達成するとの目標を設定。現時点の人口カバー率は64%であり、過疎地域に限ると20%と低い。専門家らは、目標達成に必要な費用を200億ユーロ程度と推定しているが、政府は、9月末に費用推計を発表し、10月半ばに具体的な措置を提示する方針。政府は、民間投資を優先するため、規制を見直すことを示唆しているが、過疎地域での敷設に向けては補助を行うことも予定している。その財源には、2015年に予定されている携帯周波数割当に伴う収入が充当される見込み。政府は、特定の技術を優先することはなく、整備を進める方針を採用している。

（Les Echos 2014年8月21日）

【原文】

L'Allemagne veut renforcer sa « souveraineté numérique »

Le gouvernement a présenté hier un agenda numérique axé sur la sécurité.

Le gouvernement allemand a dit hier vouloir protéger sa « souveraineté numérique » à l'occasion de la présentation d'un plan visant notamment à accroître l'innovation, à développer plus rapidement l'Internet à très haut débit et à mieux protéger les utilisateurs du Net.

« C'est pour moi une application moderne de patriotisme en matière de technologie », a déclaré le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, expliquant qu'il

préférerait confier le développement du réseau de télécommunications à une entreprise allemande ou européenne. « Qui a l'accès le plus sûr au cloud ? Quel pays offre les standards de sécurité les plus élevés ? Je trouve qu'il s'agit là d'avantages compétitifs intéressants », a ajouté le ministre de l'Economie, Sigmar Gabriel. Pour leur collègue chargé des infrastructures, Alexander Dobrindt, l'Allemagne et l'Europe ne peuvent plus accepter de voir les développements technologiques ou les standards se décider aux Etats-Unis.

Refroidie par le scandale des écoutes de la NSA et inquiète de la domination de géants américains comme Google, Amazon ou Apple, l'Allemagne redoute de voir son leadership économique et industriel fragilisé par sa dépendance numérique. Signe de cet état d'esprit, le gouvernement a résilié en juin son contrat avec l'opérateur télécoms américain Verizon et il débat ouvertement de l'opportunité d'un découpage de Google. Outre un projet de loi visant à promouvoir la sécurité informatique, notamment des entreprises, l'« agenda numérique » se donne pour priorité d'atteindre les objectifs que s'est fixés l'Allemagne en matière de très haut débit. D'ici à 2018, 100 % du territoire doit avoir accès à un débit de 50 mégabits par seconde, contre 64 % actuellement, selon le ministre des Infrastructures numériques. Dans les campagnes, le taux descend à 20 %.

Coût : 20 milliards d'euros

Reste à connaître le coût et le financement d'un tel programme, que les experts estiment a priori autour de 20 milliards d'euros. Le gouvernement veut donner son chiffrage fin septembre et présenter des mesures concrètes lors d'un sommet prévu mi-octobre. « Il ne s'agit pas d'un programme de subventions », a prévenu Sigmar Gabriel. Le ministre de l'Economie compte avant tout sur des investissements privés, quitte à adapter la régulation pour les encourager. Des coups de pouce financiers sont toutefois prévus, notamment pour les régions les plus reculées, où le retour sur investissement des projets est faible, voire nul.

Le gouvernement, qui n'exclut aucune technologie, prévoit à cet effet de réinvestir l'essentiel des revenus qu'il tirera des ventes de fréquences hertziennes qui doivent avoir lieu en 2015. Lors des dernières enchères, en 2010, les recettes de quelque 4 milliards n'avaient pas été réinjectés dans le système.

Pour la profession, le projet du gouvernement est encore beaucoup trop flou. « Pour devenir un grand plan stratégique, l'agenda numérique doit être accompagné dans un deuxième temps de mesures, de moyens et d'un calendrier très concrets », a déclaré hier Dieter Kempf, président du Bitkom, qui représente les entreprises du numérique.

Les Echos-P. 20